

Premier Forum Mondial de la Démocratie et de l'Administration électronique

Quelle société connectée voulons-nous ?

Véronique Pelletier, consultante

Le Forum Mondial de la Démocratie et de l'Administration électronique World e-Gov Forum s'est tenu à Issy-les Moulineaux (Paris – France) les 18, 19 et 20 octobre 2006.

Placé sous le haut patronage des Présidents des Républiques Française et Sud-Coréenne, il a rassemblé de nombreux acteurs du monde : gouvernements, politiques, élus, administrations, universitaires, éditeurs de solutions, constructeurs, opérateurs, cabinets de conseil, journalistes, industriels, banques, sociologues, bloggeurs, citoyens autour d'Internet. Pour répondre à la question : Quelle société connectée voulons-nous ?

Cette première édition du World e-Gov Forum résulte du rapprochement entre le forum mondial de la démocratie électronique et le forum européen de l'administration électronique et il s'inscrit dans la continuité du sommet mondial de la société de l'information de Tunis (SMSI) dont est issu le concept de « citoyenneté numérique universelle ».

Ce concept est porteur de valeurs fortes, et d'espoir dans les pays émergents, autour des notions de :

- e-inclusion ;
- services citoyens ;
- e-démocratie.

La Corée du Sud est à l'honneur cette année car c'est le pays où l'usage d'Internet haut débit est le plus élevé dans le monde (90 %). Ils sont passés du Moyen-Âge à une démocratie riche en 40 ans. Ils sont en train de construire des technologies que nous n'imaginons même pas.

De nombreux événements ont eu lieu en parallèle du Forum. Je n'ai qu'une vision parcellaire de ce qui s'est passé. Ce Forum fut passionnant. Je vous en délivre quelques points forts.

- Les services en ligne prolifèrent, mais n'atteignent jamais 100% de la population.
- En France 50% des citoyens ne sont pas connectés à Internet. Ce sont généralement des travailleurs précaires, des femmes seules avec enfants, des personnes âgées. La fracture numérique est sociale, géographique, mais elle peut aussi être liée à l'âge. Cinq pour cent de la population a des difficultés cognitives, les « insulaires » vivent dans un rayon de 5 km autour de chez eux. Il faut affirmer « le droit à chacun de vivre dans le monde des TIC mais sans obligation de les utiliser » d'après le sociologue Philippe Cazeneuve.
- CRIM (Citizen Relationship Initiative Management) est un projet européen, multi canal. Le citoyen décide du média par lequel il recevra l'information.

Interopérabilité : condition de l'administration électronique

Y a-t-il une vision globale de l'interopérabilité ?

Jean-Marc Dufour d'Edifrance anime l'atelier. Quel est le champ d'action de l'interopérabilité au niveau administratif ? D'après M. Breton du MINEFI, « on veut lutter contre la double saisie, utiliser des standards internationaux, intégrer des normes, faire une ouverture à des secteurs économiques, faire une coopération interprofessionnelle, faire une intégration dans des dictionnaires, réaliser une convergence intersectorielle ».

Karel De Vriendt du European e-Government Services (IDABC) a réalisé le SI de l'Union Européenne. Pour lui, c'est partager l'information en prenant en compte l'existant des architectures d'entreprise, la durée de l'exploitabilité des données (10 ans au moins). L'interopérabilité existe à 3 niveaux :

- organisationnelle ;
- sémantique ;
- technique.

L'interopérabilité technique aujourd'hui, c'est HTML, TCP/IP, XML, SOAP. C'est devenu un standard.

Un standard doit être ouvert, fait par une communauté, pouvoir être implémenté sans condition, facile à lire, et implémenté dans différents produits.

On a parlé de RGI (Référentiel Général Interoperability), des niveaux organisationnels, sémantiques, techniques de l'interopérabilité, ou la vision de Serge Druais, Directeur de l'Innovation chez Thales, Technique, Fonctionnelle, sémantique, politique.

Anne Bolot-Gittler, Directeur Administration civile, Division Services qui a participé au « key notes¹ » Thales, a posé la question « Quel rôle pour l'industriel pour la transformation du secteur public ? » Le

¹ key notes : atelier ou brève présentation sur des « éléments essentiels »

citoyen est le premier élément de cette transformation. Elle y voit trois rôles principaux :

- accompagnateur technologique ;
- tiers de confiance ;
- vecteur de l'innovation.

Il y a une modification en profondeur des services publics. Le citoyen est le moteur de cette révolution. Il y a convergence des technologies de l'information et de la communication. Les architectures et les technologies sont complexes aujourd'hui. Il faut raccourcir la distance entre le citoyen et les technologies. Thales, ayant un rôle de tiers de confiance¹, est aussi acteur de la sécurité. La sécurité est au cœur de l'administration publique. Les données personnelles sont précieuses et doivent être durablement protégées. Les citoyens doivent avoir confiance. Le facteur temps est important. L'administration doit fournir des données tout au long de la vie du citoyen. Le e-gouvernement est vecteur d'innovation.

Au niveau européen, la plateforme NESSI (*Networked European Software and Services Initiative*) regroupe 22 industriels européens et 350 structures publiques et privées. Il sera l'instrument de la communication dans les 10 ans à venir, mise en œuvre d'un agenda stratégique.

Sur Internet, j'ai compris l'intérêt de NESSI :

« Le 7 septembre 2005, 13 grands groupes ont annoncé la naissance de NESSI. C'est un consortium européen qui rassemble des groupes européens informatiques et de télécoms : Thales, Atos Origin, British Telecom, Hewlett-Packard, Engineering, IBM, Nokia, Object Web, SAP AG, Siemens, Telecom Italia, Telefonica, Software AG. Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne où l'Union Européenne avait déclaré vouloir "développer une économie du savoir", NESSI a trois objectifs : développer une infrastructure fondée sur les services et encourageant les logiciels libres, créer un laboratoire et un centre européen de recherche, maintenir les emplois existants en contrant la délocalisation et en créer de nouveaux. »²

e-Campagne : Internet sera-t-il encadré ?

Isabelle Falque-Pierrotin du Forum des droits sur Internet (<http://www.foruminternet.org>) pose la question de l'encadrement d'Internet pour les prochaines élections françaises.

L'élection présidentielle en France en 2007 a investi Internet. Tous les partis politiques sont sur Internet

¹ Le tiers de confiance est un prestataire gérant les clés cryptographiques pour le compte de ses clients

² citation d'un article de ZNET :

<http://www.zdnet.fr/actualites/informatique/0,39040745,39260917,0,0.htm>

pour recruter des adhérents, pour communiquer, pour informer. Des liens sponsorisés sont mis en place. Il est nécessaire d'élaborer des règles du jeu, de donner un cadre juridique clair, pour que les usages de l'Internet soient acceptables.

e-Participation en Corée du Sud

Internet permet une meilleure démocratie participative dans le processus d'établissement des lois, grâce au CMC (Computer Mediated Communications ou Communications assistées par ordinateur). Cela permet au citoyen en ligne d'avoir accès à la dernière version d'une information et de participer à l'échange et la délibération entre politiciens et citoyens.

Trente millions de personnes sont connectées à Internet très haut débit, 3 millions sont connectés sans fil. Ils ont accès à un portail de services en ligne qui permet de collecter l'opinion publique et d'avoir des idées très créatives.

Cela donne une vision de ce que veulent les citoyens. Lors d'une pétition, on extrait une suggestion liée à une pétition et on la transforme en proposition. C'est la politique de participation. Des groupes de citoyens participent et cela permet une politique du progrès.

Bull : perspectives technologiques

Didier Lamouche, Président du Groupe Bull, nous parle des ordinateurs Post-PC à l'horizon 2010, incluant cartes mémoire et télévision numérique. Bull vend des serveurs et du service, l'entreprise mise sur des systèmes ouverts (Open Source). Bull a vendu au CEA un supercalculateur qui est le plus puissant du monde : plus de 500 processeurs Itanium³ 64 bits en parallèle.

La France est classée 3^{ème} dans la participation publique : e-People, pétitions, participation, bases de données.

On (qui ?) pourrait faire 6,2 millions de \$ d'économie par an si les achats en ligne des banques et des administrations étaient réalisés par Internet, via des systèmes d'e-Procurement. L'efficacité du service public vis-à-vis des habitants pourrait en être améliorée très largement (temps de réponse réduit de 62 jours à 1,8 jours).

³ L'Itanium est un processeur 64 bits développé par Intel en coopération avec différents constructeurs informatiques (HP, Bull, etc.) visant à remplacer l'architecture x86/CIISC.

Sécurité numérique

Jacques Seneca, Président de Gemalto (créée en juin 2006, la société Gemalto est le résultat de la fusion de Gemplus et Axalto) présente la carte à puce comme étant la solution de la protection des données.

Il y a 3 milliards de cartes à micro-processeur dans le monde. Il est nécessaire de disposer d'un lecteur, mais, intégré au PC, cela vaut moins de un euro.

La carte à puce est un micro-ordinateur ; elle représente l'individu. Elle s'insère dans une infrastructure sécurisée. Elle peut rendre beaucoup de services.

Elle est utilisée comme carte d'identité en Estonie, en Belgique. Elle est utilisée en Thaïlande, en Inde... En France, c'est la norme IAS¹ (Identification, Authentification, Signature) de la carte Sesam Vitale 2.

Elle permet de gérer la transparence. Elle respecte la vie privée. Par exemple, les droits à la Sécurité Sociale sont justifiés par la carte, sans pour autant donner le nom et le prénom de l'individu. C'est un outil de confiance.

De nouvelles applications sont utilisées en Belgique. La carte d'identité belge permet de signer en ligne, de télécharger un document en ligne en toute transparence et traçabilité. **Chaque citoyen peut vérifier toutes les requêtes faites sur son fichier de données confidentielles.**

En Estonie, on peut signer un contrat en ligne.

En conclusion, il faut renforcer la normalisation IAS.

La Suisse vote par Internet

Robert Hensler, Chancelier de la République et du Canton de Genève nous informe du projet de loi pour pérenniser le vote par Internet pour les Genevois. C'est un complément au vote par correspondance ou dans les bureaux de vote. Depuis 15 ans, les Suisses reçoivent le matériel de vote chez eux (ce qui a eu comme effet d'augmenter de 20% la participation). Ils ont proposé une 3^{ème} manière de voter, d'emblée adoptée, le vote par Internet (25% par Internet). La technique et la sûreté sont maîtrisées. Ce qui n'est pas maîtrisé c'est : « Est-ce que l'on entre dans une société presse-bouton pour exercer la démocratie ? » Le vote par Internet est la version électronique du vote par correspondance.

Il faut faire en sorte que l'acte de voter soit partagé par la population. Il faut créer un cadre de confiance. En Suisse, on vote 4 à 5 fois par an. Il y a eu une prise de conscience des autorités. Le vote par Internet est maintenant pris en compte.

¹ Pour IAS, à ne pas confondre avec l'IAS (International Accounting Standards) des nouvelles normes comptables IAS/IFRS, voir le site http://synergies.modernisation.gouv.fr/article.php?id_article=278

La moitié des votants par Internet n'avaient jamais voté avant, et 30% étaient des abstentionnistes occasionnels.

La Suisse propose de mettre à disposition ces compétences acquises et de les faire partager aux autres pays.

Issy-les-Moulineaux = Cyber-city ?

La ville d'Issy-les-Moulineaux s'est beaucoup modernisée ces dernières années ; c'était la ville des blanchisseries.

La ville compte aujourd'hui 61 000 habitants, 70 000 emplois. Les grandes entreprises s'y installent : HP, Cisco, Orange, France Telecom, Steria, GFI, Canal+, Arte, BFM, Euro-Sport, Coca-Cola...

75% des habitants sont connectés au haut débit. 89% d'entre eux utilisent Internet tous les jours. 24% d'entre eux téléphonent depuis leur ordinateur. On a Issy TV, la fibre optique. Nous avons de nouveaux rapports avec les citoyens. Le conseil municipal est filmé.

D'après André Santini, ancien Ministre, député-maire, il faut moderniser la démocratie et l'administration publique. « C'est une démarche ambitieuse. Nous sommes dans un monde qui bouge vite.

Nous recevons 2 200 e-mails par jour. Il a donc fallu se réorganiser. Après leur travail, les internautes prennent de leur temps (plage horaire 21h30 à 1h15) pour nous écrire, pour participer à l'amélioration de notre système. Les élus continuent de croire qu'ils sont en haut de la pyramide...

L'Estonie, la Corée du Sud, la Suisse votent par Internet. En France on a une montée de l'abstention : 70% des Français de 60 à 69 ans votent et seulement 20% des Français de 20 à 29 ans.

Les Français passent 4h par semaine sur Internet, quand aux États-Unis les américains y consacrent 14h par semaine. En revanche, les Français sont des bloggeurs. Un Français sur 10 a créé un Blog. Le monde est en train de changer. »

À titre de conclusion, nous reprenons ci-après les déclarations d'André Santini, particulièrement fier des réalisations de sa municipalité :

« À Issy-les-Moulineaux, le Système d'Information a été externalisé. L'usage des TIC crée de l'emploi. Entre 1990 et 2005 on a augmenté les effectifs de la mairie de 35%. Nous avons un centre d'appel. Nous répondons aux e-mails. Les habitants peuvent accéder à un guichet unique. Grâce au système IRIS, les téléprocédures renforcent l'autonomie du citoyen : Cyber-crèche, Visio conférence, flux RSS, Podcast, TV, Tel web, Conseil municipal interactif, budget participatif, nous allons vers une société équitable, inclusive et participative.

Avec Internet on peut renforcer la transparence. Le conseil municipal est interactif. Nous débattons en public. Les gens peuvent poser des questions. Ils reçoivent une réponse écrite. On fait des sondages par téléphone. C'est un outil d'aide à la décision, utile à mes réflexions. Sur chaque sujet on présente des choix avant de décider. Nous allons vers une démocratie plus participative. La France est au centre de l'e-démocratie en ligne pour 2007.

Le fort d'Issy va devenir une cité numérique accessible par téléphérique ? (On utilise la 3D à Issy)

*À la Maison-Blanche, c'est 1 milliard d'e-mails reçus par jour. Ils ne répondent pas...
Microsoft va s'installer à Issy-les-Moulineaux et Gemalto va s'installer à Meudon (Arc de Seine). » ▲*

Véronique Pelletier
home.pelletier@club-internet.fr
+33 6 80 30 03 34

Sigles et abréviations

PPP : Partenariat Public Privé
EPS : e-Procurement System (gestion des achats en ligne)
CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique
CMC : Computer Mediated Communications
IAS : Identification, Authentification, Signature
MINEFI : Ministère des finances français
RSS : Really simple syndication
TIC : Technologies de l'information et de la communication

Références

Programme du World e-Gov Forum :
http://www.worldegovforum.org/IMG/pdf/WEGF_Programme_6p2.pdf